

Patrick BRAOUEZEC

*Seine-Saint-Denis (2^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine
[J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [J.O. du 12 octobre 2007]

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum (n° 560) [8 janvier 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 424 tendant à créer une action de groupe [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 425 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi [21 novembre 2007]

Proposition de résolution n° 506 tendant à la création d'une commission d'enquête en vue d'examiner l'ensemble des instruments légaux autorisant les expulsions des migrants afin d'évaluer et d'analyser leur compatibilité avec les instruments internationaux et européens que la France a signés et ratifiés [13 décembre 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum [21 décembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi constitutionnelle de M. Patrick Braouezec visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de

consultation et soit soumis à référendum (n° 560) [9 janvier 2008] (n° 569)

Proposition de résolution n° 676 tendant à la création d'une commission d'enquête afin d'évaluer et d'analyser le cadre légal sous-tendant l'enfermement de femmes, d'hommes et d'enfants qui n'ont commis aucun délit [1^{er} février 2008]

Proposition de résolution n° 715 tendant à la création d'une commission d'enquête afin d'évaluer et d'analyser le cadre légal mis en place dans les centres de rétention visant à l'enfermement de femmes, d'hommes et d'enfants migrants [13 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Services extérieurs. Restructuration, conséquences [6 mai 2008] (p. 1892)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 100, posée le 8 janvier 2008. Politique extérieure. Italie (J.O. Questions p. 120). Appelée le 8 janvier 2008. Demande d'extradition, attitude de la France (p. 26)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : demande à ses collègues, qui ne seront pas toujours dans la majorité, de réfléchir à l'impact de cet article sur la vie démocratique au sein de cette assemblée [28 mai 2008] (p. 2639)

S'interroge sur l'heure tardive du débat [28 mai 2008] (p. 2653)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2113)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération : moyens (p. 2113)

Droit pénal : peines planchers (p. 2113)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2113)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 2007] (p. 2425)**

Son intervention (p. 2427)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour : conditions de travail (p. 2427)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2427)

Droit pénal : peines planchers (p. 2427)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2427)

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2213)

Son intervention (p. 2228)

Thèmes :

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 2213)

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2213, 2228, 2229)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2213, 2228)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2228)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2228, 2229)

Enseignement supérieur : personnel : précarité (p. 2228)

Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 2213)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)*Article 1er (missions du service public de l'enseignement supérieur)*

Son amendement n° 95 (p. 2276)

Article 2 (les statuts des établissements)

Son amendement n° 97 (p. 2282)

Article 4 (administration de l'université)

Son amendement n° 99 (p. 2285)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son amendement n° 101 (p. 2288)

Son intervention (p. 2293)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Son intervention (p. 2300)

Ses amendements n°s 103 à 106 (p. 2301 et s.)

Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)

Son intervention (p. 2338)

Après l'article 12

Son amendement n° 113 (possibilité de rattachement d'un IUFM à un groupement d'universités) : rejeté (p. 2339)

Article 17 (obligation de préinscription à l'entrée du premier cycle universitaire dans un établissement)

Son amendement n° 119 (p. 2361)

Son intervention (p. 2363)

Article 18 (association des étudiants à la vie universitaire)

Son amendement n° 121 (p. 2366)

Article 21 (procédure de sélection des enseignants-chercheurs)

Son amendement n° 123 (p. 2369)

Article 24 (transfert de la propriété de biens mobiliers et immobiliers détenus par l'Etat)

Son intervention (p. 2376)

Article 29 (application de la loi dans les collectivités d'outre-mer)

Son amendement n° 127 (p. 2381)

Après l'article 32 ter

Son amendement n° 156 (rapport au Parlement sur les conséquences et le financement de l'application de la présente loi) : rejeté (p. 2383)

*Seconde délibération**Article 5 (élection, mandat et compétences du président)*

Son intervention (p. 2385)

Explications de vote et vote [25 juillet 2007] (p. 2386)

Ses explications de vote (p. 2388)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2388)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2629)

Son intervention (p. 2634)

Thèmes :

Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2635)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 2634)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2634)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2634)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2635)

Projet de loi n° 15 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2409)

Son intervention (p. 2411)

Thèmes :

Démographie : migrations (p. 2411 et s.)

Droit pénal : terrorisme (p. 2412)

Droits de l'homme et libertés publiques : données à caractère personnel (p. 2413)

Organisations internationales : Banque mondiale (p. 2412)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 2412)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2412)

Police : coopération européenne (p. 2411)

Police : échange international de données (p. 2412 et s.)

Politique extérieure : coopération (p. 2412)

Traités et conventions : ratification (p. 2412)

Traités et conventions : traité de Prüm (p. 2412)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2179) : rejetée (p. 2186)

Thèmes :

Etat civil : mariage avec un étranger : titres de séjour (p. 2182)

Etat civil : mariage avec un étranger : violences conjugales (p. 2182)

Etrangers : contrats d'intégration (p. 2181)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 2180)

Etrangers : demandeurs d'asile : interprètes (p. 2183)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 2182)

Etrangers : droit d'asile : ministère des affaires étrangères (p. 2182)

Etrangers : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) : handicapés (p. 2181)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : tutelle (p. 2182)

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2181)

Etrangers : regroupement familial : statistiques (p. 2181)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2180)

Etrangers : xénophobie (p. 2181)

Langue française : usage : regroupement familial (p. 2181)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 2181)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : migrations (p. 2179)

Politique extérieure : aide au développement (p. 2179)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 2179, 2183)

Prestations familiales : tutelle (p. 2181)

Union européenne : construction européenne : droit d'asile (p. 2183)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son amendement n° 145 (de suppression) (p. 2188)

Ses interventions (p. 2190 et s.)

Ses amendements n°s 155, 156, 228, 198, 157, 158, 159 et 227 (p. 2191 et s., 2204 et s.)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son amendement n° 148 (de suppression) (p. 2223)

Ses amendements n°s 239, 261, 237, 240 et 243 (p. 2226 et s., 2243 et s.)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Son intervention (p. 2250)

Ses amendements n°s 146 (de suppression) et 229 (p. 2251 et s.)

Après l'article 2

Son amendement n° 241 précédemment réservé (obligation d'accorder le renouvellement du titre de séjour aux victimes de violences conjugales) : rejeté (p. 2258)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Son amendement n° 147 (de suppression) (p. 2261)

Ses amendements n°s 235, 238, 231, 232, 234 et 233 (p. 2261 et s.)

Article 5 (prise en compte de la connaissance des valeurs de la République pour obtenir une carte de séjour "liens personnels et familiaux")

Son amendement n° 149 (de suppression) (p. 2268)

Son amendement n° 244 (p. 2270)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2286)

Intervient sur le sous-adt n° 266 du Gouvernement (test ADN à l'initiative du demandeur du visa et après recueil préalable du consentement des personnes soumises au test) à l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2296)

Son amendement n° 242 (premier titre de séjour accordé de droit aux victimes de violences conjugales) (p. 2298) : devenu sans objet (p. 2299)

Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)

Son amendement n° 150 (de suppression) (p. 2300)

Ses sous-amendements n°s 142 et 143 rectifié à l'adt n° 38 rectifié de la commission (p. 2301 et s.)

Article 7 (prorogation d'office du maintien en zone d'attente du demandeur d'asile en cas de recours)

Son amendement n° 151 (de suppression) (p. 2304)

Article 8 (coordination)

Son amendement n° 152 (de suppression) (p. 2305)

Article 9 (tutelle du ministère chargé de l'immigration sur l'OFPPRA)

Son amendement n° 153 (de suppression) (p. 2308)

Son amendement n° 257 (p. 2308)

Article 10 (application aux déboutés du droit d'asile de l'obligation de quitter le territoire français -OQTF)

Son amendement n° 154 (de suppression) (p. 2312)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 55 de la commission (traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité des origines) (p. 2324)

Titre

Son amendement n° 253 (supprimer les mots : "la maîtrise de") : rejeté (p. 2325)

Son amendement n° 254 (supprimer les mots : ", à l'intégration") : rejeté (p. 2325)

Explications de vote et vote [19 septembre 2007] (p. 2325)

Ses explications de vote (p. 2326)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2327)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3035) : rejetée (p. 3038)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3041)

Son intervention (p. 3045)

Thèmes :

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 3045)

Etat civil : mariage avec un étranger : titres de séjour (p. 3035)

Etrangers : précarité (p. 3045)

Etrangers : demandeurs d'asile : Cour européenne des droits de l'homme (p. 3037)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 3036)

Etrangers : droit d'asile (p. 3045)
 Etrangers : expulsion (p. 3035, 3041, 3045)
 Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 3035)
 Etrangers : regroupement familial : délais (p. 3035)
 Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 3036, 3041)
 Etrangers : titres de séjour : violences conjugales (p. 3035)
 Etrangers : xénophobie (p. 3037)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4174)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance financière (p. 4174)

Droit pénal : exécution des peines (p. 4175)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4175)

Justice : accès (p. 4174)

Justice : Bobigny (p. 4174)

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4174)

Santé : maladies mentales : Seine-Saint-Denis (p. 4175)

Proposition de loi constitutionnelle n° 560 visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 janvier 2008] (p. 157)

Son intervention (p. 157)

Thèmes :

Constitution : article 11 : révision (p. 158)

Elections et référendums : référendums : histoire (p. 157)

Politique générale : démocratie : référendums (p. 157)

Politiques communautaires : politique sociale (p. 158)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 158)

Traités et conventions : ratification : traité de Lisbonne (p. 158)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 157)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 157)

Union européenne : traité de Lisbonne : services publics (p. 158)

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [15 janvier 2008] (p. 172)

Son intervention (p. 173)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 442) : rejetée (p. 447)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 442 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 442 et s.)

Emploi : chômage (p. 443 et s.)

Emploi : UNEDIC (p. 442 et s.)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 443 et s.)

Secteur public : services publics : emploi (p. 442 et s.)

Syndicats : Confédération générale du travail (CGT) (p. 444)

Syndicats : représentativité : actions (p. 443 et s.)

Travail : précarité (p. 445)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 812) : rejetée (p. 815)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 813)

Politiques communautaires : services publics (p. 814)

Union européenne : Charte des droits fondamentaux (p. 814)

Union européenne : constitution européenne (p. 812)

Union européenne : libéralisme (p. 812)

Union européenne : politique de la défense (p. 813)

Union européenne : traité de Lisbonne : pétitions (p. 813)

Union européenne : traité de Lisbonne : référendums (p. 813)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2305) : rejetée (p. 2312)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : temps de parole : opposition (p. 2307)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2309)

Constitution : révision : histoire (p. 2305)

Constitution : révision : textes d'application (p. 2309)

Constitution : Ve République (p. 2309)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2308)

Elections et référendums : élections législatives : représentation proportionnelle (p. 2308)

Etat : Défenseur des droits des citoyens (p. 2306)

Etat : Premier ministre : rôle (p. 2306)

Etrangers : droit de vote (p. 2308)

Parlement : prérogatives (p. 2305)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 2308)

Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 2307)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 2307)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2306)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 2306)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 243 de M. Jean-Christophe Lagarde (naturalisation des étrangers en situation régulière) (p. 2342)

Intervient sur l'adt n° 605 de la commission (langues régionales) (p. 2347)

Intervient sur l'adt n° 244 de M. François Sauvadet (pluralisme garanti par les modes de scrutin) (p. 2352)

Intervient sur l'adt n° 373 de M. Jean-Claude Sandrier (instauration de la proportionnelle à chaque élection) (p. 2355)

Intervient sur l'adt n° 374 de M. Jean-Claude Sandrier (principe du droit de vote des résidents étrangers) (p. 2358)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 383 de M. Jean-Claude Sandrier (dispositions similaires à celles rejetées par référendum ne peuvent être adoptées que par référendum) (p. 2395)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2399)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Ses interventions (p. 2437 et s.)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2468)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 2525 et s.)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2554)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 2566)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 393 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2575)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Ses interventions (p. 2604 et s.)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 2633)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)

Répond aux interventions du Président de l'Assemblée nationale, accepte les propositions du président à condition qu'elles figurent dans le règlement et que la Constitution ne soit pas modifiée sur ce point (p. 2640)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Son intervention (p. 2644)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)

Ses interventions (p. 2646 et s.)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Ses interventions (p. 2647 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2653)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 2699)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Ses interventions (p. 2711 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 543 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression de la référence au traité de Lisbonne) (p. 2718)

Intervient sur l'adt n° 467 de M. Jean-Claude Sandrier (droit de vote des étrangers extra-communautaires) (p. 2718)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2720)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Ses interventions (p. 2725 et s.)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 471 de M. Jean-Claude Sandrier (organisation d'un référendum en cas de divergence entre les deux assemblées sur une révision constitutionnelle) (p. 2728)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son intervention (p. 2728)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4388)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : médias : pluralisme (p. 4389)

Constitution : langues régionales (p. 4388)

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 4388)

Elections et référendums : élections sénatoriales : modes de scrutin (p. 4390)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 4389)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 4389)

Etrangers : droit de vote (p. 4389)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 4390)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 4388)

Union européenne : traité de Lisbonne : Congrès du Parlement (p. 4389)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Ses interventions (p. 4420 et s.)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 4434 et s.)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 4475)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son intervention (p. 4478)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Ses interventions (p. 4479 et s.)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 4485)

Article 19 (élargissement du droit d'amendement et conditions de mise en œuvre de la procédure accélérée)

Son intervention (p. 4489)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)

Son intervention (p. 4492)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 32 (assouplissement des conditions de délivrance de la carte de résident aux étrangers contribuant significativement à la croissance française)

Son amendement n° 589 (de suppression) (p. 3137) :
SCRUTIN PUBLIC (p. 3140)